



Direction de la Commande Publique  
Bâtiment MUSE - 80 Allée Ampère  
38400 SAINT MARTIN D'HERES  
Tél : 04.76.18.79.15  
Courriel : [marches.crous38@crous-grenoble.fr](mailto:marches.crous38@crous-grenoble.fr)

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

<b>MARCHÉ N° 2025-20 : MISSION DE CONCEPTION POUR LA RÉNOVATION DES ESPACES COMMUNS, ABORDS ET CIRCULATION DE LA RESIDENCE CONDILLAC, SITUÉE SUR LE DOMAINE UNIVERSITAIRE DE SAINT MARTIN D'HERES (38)</b>	
<b>Ministère :</b>	Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation
<b>Pouvoir Adjudicateur :</b>	Crous Grenoble Alpes
<b>Représentant du Pouvoir Adjudicateur :</b>	Le Directeur Général du Crous Grenoble Alpes
<b>Comptable assignataire</b>	Madame l'Agent Comptable du Crous Grenoble Alpes
<b>CPV</b>	71240000-2 : services d'architecture, d'ingénierie et planification

Le présent document comporte 8 pages y compris la page de garde.

## SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché .....	3
Article 2 - Décomposition en lots et tranches.....	3
Article 3 - Généralités.....	3
3-1-Pièces contractuelles .....	3
3-2-Protection de la main d'œuvre.....	3
3-3-Réparation des dommages .....	4
3-4-Assurances .....	4
3-5-Obligations relatives à la sous-traitance.....	4
Article 4 - Durée du contrat– modifications éventuelles .....	4
4-1-Durée du contrat .....	4
4-2-Modification du marché .....	4
Article 5 – Prix et règlement .....	5
5-1-Contenu des prix .....	5
5-2-Variation des prix du marché .....	5
5-3-Modalités de règlement .....	5
5-4-Périodicité des paiements .....	6
5-5-Avance.....	6
5-6-Retenue de garantie .....	7
Article 6 – Pénalités.....	7
6-1-Pénalités pour non-respect des délais d'intervention .....	7
6-2-Pénalités pour retard dans la remise des livrables .....	7
6-2-Pénalités pour absence aux réunions .....	7
6-4-Pénalités pour changement de personnel sans accord du Crous Grenoble Alpes.....	7
Article 7 – Condition d'exécution des prestations .....	7
7-1-Lieux d'exécution des prestations .....	7
7-2-Utilisation des résultats de l'étude .....	7
7-3-Arrêt de l'exécution des interventions.....	7
Article 8 – Constatation de l'exécution et garantie.....	8
8-1-Vérifications.....	8
8-2-Admission .....	8
8-3-Garantie.....	8
Article 9 – Dématérialisation des échanges .....	8
Article 10 - Résiliation .....	8
Article 11 - Litiges et différends .....	8
Article 12 - Dérogations aux documents généraux.....	8

## Article 1 - Objet du marché

La présente consultation concerne la désignation d'une équipe qui sera chargée de la conception de la rénovation des espaces communs, abords et circulation de la résidence Condillac.

Le contrat est un marché ordinaire.

Références à la nomenclature européenne (CPV) : 71240000-2: Services d'architectes, ingénierie et planification.

Les prestations seront exécutées à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025.

## Article 2 - Décomposition en lots et tranches

Le marché ne comprendra qu'un seul lot. L'équipe retenue devra exécuter l'ensemble de la mission.

## Article 3 - Généralités

### 3-1-Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché subséquent sont, par ordre de priorité décroissante, les pièces suivantes :

- ▶ L'Acte d'Engagement ;
- ▶ La DPGF, annexe financière de l'Acte d'Engagement ;
- ▶ Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) ;
- ▶ La note méthodologique du titulaire du marché ;
- ▶ Les décisions modificatives de marché ;
- ▶ Les agréments de sous-traitants ;

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Il est réputé connue des candidats ;

### 3-2-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- ▶ une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché subséquent, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- ▶ une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **3-3-Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

### **3-4-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9.1 du CCAG PI.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3-5-Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché subséquent, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'exécution du marché selon les modalités définies aux articles R 2193- 1 à R 2193- 9 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG PI.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché subséquent, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de la décision modificative :

- ▶ une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L 2141-1 à L 2141-11 du Code de la Commande Publique ;
- ▶ une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché subséquent aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 39 du CCAG PI).

## **Article 4 - Durée du contrat– modifications éventuelles**

### **4-1-Durée du contrat**

Ce marché prend effet à compter de la notification.

La durée du marché, estimée à 13 mois, s'étend de la notification jusqu'à l'achèvement de la mission.

### **4-2-Modification du marché**

Le marché peut être modifié, conformément à l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, après établissement d'une décision modificative, signée par les deux parties, et notifiée au titulaire du marché.

## Article 5 – Prix et règlement

### 5-1-Contenu des prix

Les prix du présent marché sont établis, sur la base de la Décomposition du Prix Global et forfaitaire (DPGF) remis lors du dépôt d'offre.

### 5-2-Variation des prix du marché

Les prix sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.15 + 0.850 (ING_N / ICHT-ING_0)]$$

P = prix révisé ;

P<sub>0</sub> = prix indiqué dans le DPGF ;

ING<sub>N</sub> = dernier indice connu à la date de révision ;

ING<sub>0</sub> = indice applicable au mois de remise des offres ;

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 3 mois.

### 5-3-Modalités de règlement

#### 5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R 2191-23 à R 2191-25 du Code de la Commande Publique.

#### 5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### 5-3-2-Mode de transmission des demandes de paiement

Dans le cadre des marchés publics, la facturation dématérialisée est obligatoire pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette obligation a été étendue aux petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et aux très petites entreprises (moins de 10 salariés) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures seront effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique pourra la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les données pour la facturation électronique sont les suivantes :

Identifiant Chorus (unique pour l'ensemble du Crous Grenoble Alpes) : **18380156200723**

#### 5-3-4-Présentation des demandes de paiement

Les factures porteront, outre les mentions légales ou réglementaires, les indications suivantes :

- ▶ la mention Crous Grenoble Alpes ;
- ▶ les nom, numéro SIRET et adresse du créancier ;
- ▶ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement ;
- ▶ le numéro de référence du marché ;
- ▶ Le détail de l'exécution des prestations et leur date ;
- ▶ le détail des prix unitaires ;
- ▶ le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- ▶ le montant hors TVA de la prestation ;
- ▶ le taux et le montant de la TVA ;
- ▶ le montant total de la prestation ;
- ▶ la date.

#### **5-3-5-Répartition des paiements**

Les annexes financières indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- ▶ au titulaire et à ses sous-traitants ;
- ▶ au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### **5-3-6-Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours, selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la Commande Publique.

#### **5-3-7-Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la Commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-31 du Code de la Commande Publique, relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

#### **5-4-Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent par acompte trimestrielle.

#### **5-5-Avance**

Sauf renoncement porté à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du marché subséquent est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Par application des articles R 2191-6 à 11 du Code de la Commande Publique, les modalités et conditions de versement de l'avance sont les suivantes :

- ▶ Le versement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première par le titulaire du marché. Le montant de cette garantie à première demande couvrira l'intégralité du montant de l'avance consentie ;
- ▶ Le taux de l'avance est égal à 5,00% du montant initial du marché toutes taxes comprises. Ce taux est porté à 20,00 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ;

- ▶ Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix ;
- ▶ Le délai de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du marché ;
- ▶ L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

## **5-6-Retenue de garantie**

Aucune retenue de garantie n'est prévue au présent marché.

## **Article 6 – Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, l'ensemble des pénalités prévues ci-dessous seront applicables (et appliqués) sans mise en demeure préalable.

### **6-1-Pénalités pour non-respect des délais d'intervention**

En cas de non-respect du planning d'interventions, fixé au commencement des prestations avec le pouvoir adjudicateur, le prestataire se verra, en fonction du coût de la mission, infliger une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour calendaire de retard.

### **6-2-Pénalités pour retard dans la remise des livrables**

En cas de retard dans la remise des livrables, le titulaire se verra infliger une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour calendaire de retard.

En cas de non-respect du planning d'interventions, fixé au commencement des prestations avec le pouvoir adjudicateur, le prestataire se verra, en fonction du coût de la mission, infliger une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour calendaire de retard.

### **6-2-Pénalités pour absence aux réunions**

En cas de d'absence non justifiée aux réunions organisées par le Crous Grenoble Alpes, le titulaire est sanctionné par application d'une pénalité, à hauteur de 200 € par absence.

### **6-4-Pénalités pour changement de personnel sans accord du Crous Grenoble Alpes**

En cas de changement de personnel en charge de l'exécution sans accord du Crous Grenoble Alpes, le titulaire est sanctionné par application d'une pénalité, à hauteur de 100 euros par jour décompté à partir du jour où ce changement est constaté.

## **Article 7 – Condition d'exécution des prestations**

### **7-1-Lieux d'exécution des prestations**

Le lieu d'exécution est le suivant :

Résidence universitaire Condillac – 220 Allée Condillac – Domaine universitaire - 38400 SAINT MARTIN D'HERES

### **7-2-Utilisation des résultats de l'étude**

Il sera fait application de l'article 35 du CCAG PI.

### **7-3-Arrêt de l'exécution des interventions**

En application de l'article 22 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, à chaque fin d'élément de mission, d'arrêter l'exécution des interventions dans les conditions d'application de l'article 22 du CCAG PI.

## Article 8 – Constatation de l'exécution et garantie

### 8-1-Vérifications

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- ▶ a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- ▶ a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles ;

### 8-2-Admission

Conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

### 8-3-Garantie

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, il n'est pas prévu de période de garantie.

## Article 9 – Dématérialisation des échanges

Lors de l'exécution du présent marché, le pouvoir adjudicateur indiquera quel seront ses agents qui devront recevoir par voie de courrier électronique les documents dématérialisables émis par le titulaire dudit marché.

## Article 10 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, dans les conditions prévues aux articles L 2195-1 à L 2195-6 du Code de la Commande Publique et selon les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI.

Outre ces dispositions des articles L 2195-1 à L 2195-6 du Code de la Commande Publique et des articles 36 à 42 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution et par décision avec date d'effet (envoyée en recommandé avec accusé de réception), si après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai de 15 jours, des défauts constatés n'étaient pas corrigés.

## Article 11 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG Prestations Intellectuelles.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le tribunal compétent pour tout litige ou information relative aux procédures de recours concernant le présent marché est le :

Tribunal Administratif de Grenoble  
2 Place de Verdun - BP 1135  
38022 Grenoble  
Tél : 04 76 42 90 00

## Article 12 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- ▶ Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI par les articles 6-1 à 6-4 du CCAP ;
- ▶ Dérogation à l'article 30 du CCAG PI par l'article 8-3 du CCAP ;